

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 9

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTRANGER

Etats-Unis: regain d'intérêt pour la bombe nucléaire

Plusieurs signaux montrent que l'équipe de George W. Bush se donne la possibilité de reprendre les essais nucléaires, même si elle met moins l'accent sur le nucléaire et que l'essentiel de son discours stratégique est focalisé actuellement sur le *Missile Defense*, le repositionnement sur le Pacifique, le renseignement et le développement du spatial militaire. Régulièrement, Washington laisse transparaître son intérêt pour un arsenal nucléaire revisité avec des bombes miniatures capables de détruire des bunkers profondément enterrés, mais aussi pour des armes plus performantes qui permettraient de réduire le nombre de lanceurs. Or l'outil de simulation américain ne sera pas complètement opérationnel avant 2010. Si le Penta-

gone veut disposer rapidement de nouvelles têtes nucléaires, il n'a pas d'autre choix que de reprendre les essais... (TTU Europe, 17 mai 2001)

Problèmes de budgets de la défense en Allemagne

A Berlin, les problèmes budgétaires sont sérieux, car la baisse du budget allemand de la défense a été plus rapide, plus importante que celle des autres pays européens. En dix ans, il a été divisé par cinq et n'absorbe que 0,9% du PIB, contre 3% en Grande-Bretagne, 1,96% en France. A la veille d'une année électorale, certains proposent même une nouvelle réduction de l'ordre de 30%! A ces problèmes budgétaires s'ajoutent des questions de personnes. Les liens entre Schröder et Scharping ne sont pas au beau fixe. La lutte des années 1994-95 a laissé des traces.

Schröder l'avait emporté mais Scharping avait affirmé, haut et fort, «le meilleur chancelier possible, c'est moi». De là à penser que l'évolution du budget de la Défense serait dû à cette rivalité, il n'y a qu'un pas! (TTU Europe, 31 mai 2001)

Tchéchénie: une guerre bien utile!

Comment les combattants tchéchènes lancent-ils autant d'attaques sans être à court de munitions? Comment une cinquantaine de «fougasses» (des obus d'artillerie ou de chars mêlés de tôles) peuvent être découvertes (ou exploser) quotidiennement, alors que les militaires russes affirment détruire tous les jours des caches d'armes? La version officielle veut que le matériel vienne de l'étranger, via la Géorgie. Mais la seule piste utilisable est contrôlée par les fédéraux, sur les 80 km de frontière (avec la 121e division de l'armée des frontières), tandis que le dernier incident impliquant des combattants transportant des munitions via le Daghestan (à Tsumady) date de juin 1995 et que, depuis l'été 1999, la région abrite une importante unité fédérale.

En fait, selon les «boïviks» eux-mêmes, 99% de leurs armements sont russes; en écho, le général Mironov (FSS) admettait lui aussi, dans *Moskovskii Korr-sornelets*, le 22 décembre dernier, que les rebelles utilisaient surtout de tels équipements. Un aveu qui dissimule, en fait, un vrai trafic dans les rangs russes... Si les «sans grades» tentent ainsi de troquer une grenade ou des cartouches contre de la vodka ou du hachisch, les officiers négocient des obus, des mortiers, des roquettes, voire des



Le président George W. Bush en compagnie du secrétaire d'Etat Colin Powell.

renseignements. Les *Izvestja* ont publié récemment à l'initiative du Comité des mères de soldats, des lettres de conscrits qui décrivent ces activités lucratives. Devenue un véritable « os à ronger », la Tchétchénie et ses trafics (de pétrole, d'armes, de drogue...) procure des ressources permettant au contingent de se financer, et au Kremlin de se décharger d'une partie de ses responsabilités, si bien que l'arrêt des hostilités en mécontenterait plus d'un! (*TTU Europe*, 31 mai 2001)

Géorgie : une faiblesse structurelle

La brève « mutinerie » à Mukhravani de 500 hommes de la Garde nationale, une unité rattachée à la Défense depuis 1994, et « auditée » par les organismes de conseils internationaux dans le cadre des restructurations en cours, traduit d'abord l'état social du pays : des hommes attendaient leurs soldes depuis 14 mois. A ce sujet, dans une de ses dernières publications, le CIPDD, un institut géorgien reconnu, rappelait l'ordinaire des conscrits : du pain, de l'huile et des pâtes... Sur un autre registre, les cadres du ministère s'amusaient encore, la semaine dernière, de la mésaventure du vice-ministre Kevkhishvili, resté coincé dans un ascenseur de son administration, après une coupure d'électricité pour cause de facture impayée ! Au même moment, le « patron » des Gardes frontières tirait la sonnette d'alarme : ses troupes manqueront d'essence lorsque Washington cessera de financer ses achats. Cela, dans un contexte où le budget théorique de la Défense est passé, entre 1997 et 2000, de 53 à 21 millions de dollars, et où

l'aggravation du déficit conduit chroniquement l'Etat au bord de la banqueroute, donc à des retards de paiement. A la mi-mars, 2 millions de dollars seulement auraient ainsi été versés à la Défense... Bref, la course de vitesse engagée pour adapter les armées aux moyens du pays n'est pas gagnée. Tandis que les projets de modernisation des institutions programmés d'ici septembre par le président Shevardnadze (révision constitutionnelle, nomination d'un premier ministre, installation d'un civil à la Défense et, peut-être, réforme des « ministères de force ») trouvent là leurs limites. (*TTU Europe*, 31 mai 2001)

SUISSE

Exercice « COMBINED ENDEVAOR 2001 »

Du 7 au 21 mai, la Suisse a participé pour la deuxième fois à l'exercice annuel « COMBINED ENDEVAOR 2001 ». Cette fois, il s'agissait de tester l'interopérabilité de ses transmissions et de ses communications radio militaires et de s'informer des techniques utilisées par d'autres forces armées, afin d'en tirer des conclusions pour de futures acquisitions.

Feu vert au Réseau national de sécurité

Le Conseil fédéral, le 21 février 2001, a approuvé le financement par la Confédération et les cantons du réseau radio national de sécurité *Polycom*. Le DDPS est chargé de réaliser la composante nationale de ce réseau et la partie relevant de l'armée. *Polycom*, nécessaire dans les domaines du sauvetage et de la sécurité, sera utilisé par les

polices, les gardes-frontière, les sapeurs-pompiers, les services sanitaires, la protection civile et l'armée, dans le cadre de leur collaboration subsidiaire. L'investissement pour l'achèvement du réseau s'élève à près de 420 millions de francs, assumé à part égale par les cantons et la Confédération.

De nouveaux « Super Puma »

Le premier des 12 *Super Puma* accordés dans le programme d'armement 1998 a été livré au début février 2001 par l'entreprise Eurocopter qui en fournira encore un second, le solde étant assemblé par la SF Entreprise suisse d'aéronautique et de systèmes à Emmen. Cette entreprise est chargée de monter sur le premier appareil un système d'auto-protection, c'est-à-dire des capteurs destinés à alerter l'équipage lorsque l'appareil est la cible de missiles et de rayons radar ou laser et un système de leurres destiné à tromper les missiles. Si les résultats sont positifs, les 12 nouveaux *Super Puma* en seront équipés.



Changement à la tête du projet « Protection de la population »

Depuis le début février 2001, le conseiller d'Etat Andreas Kroelreuter, de Bâle-Campagne, a remplacé Peter Schmid à la di-

rection du projet «Protection de la population». Ce dernier a motivé son retrait par le fait que son frère, Samuel Schmid, est le nouveau chef du Département de la défense, de la protection de la population et des sports. Le projet de nouvelle loi fédérale et le plan directeur seront mis en consultation entre le printemps et l'été 2001. A l'automne, le Conseil fédéral devrait donner son feu vert au message accompagnant les deux textes qui seront soumis au Parlement. Ils seront vraisemblablement examinés durant les sessions d'hiver 2001 et de printemps 2002. En principe, les nouvelles bases devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Office fédéral de topographie, Office fédéral du sport, objectifs 2000 atteints...

Le Conseil fédéral a pris connaissance du rapport du DDPS concernant la gestion 2000. Les objectifs 2000 ont été atteints à l'Office fédéral de topographie et au Centro sportivo nazionale della gioventù, tant sur le plan financier que sur celui des prestations. Ces deux offices pilotes du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports ont été gérés selon les principes de la gestion administrative axée sur les résultats, avec un mandat de prestations et une enveloppe budgétaire globale. Les expériences se sont révélées très positives dans les deux exploitations: les objectifs prescrits ont été atteints, tant sur le plan financier que sur celui

des prestations. Les objectifs visant à réaliser des économies ont à nouveau été dépassés.

L'inspecteur général des troupes autrichiennes en visite en Suisse

Le général Horst Pleiner, inspecteur général des troupes autrichiennes, est venu pour la deuxième fois en Suisse, les 21 et 22 mars 2001, à l'invitation du chef de l'Etat-major général de l'armée suisse, le commandant de corps Hans-Ulrich Scherrer. Le programme de ces deux jours comprenait des rencontres avec la troupe, la visite du Centre d'instruction de l'armée de Lucerne ainsi que divers entretiens.

L'Autriche se trouve à la veille d'une réorientation de sa politique de sécurité. En outre, une réorganisation du ministère de la Défense et de l'armée fédérale est également envisagée. Tout comme la Suisse, l'Autriche fait partie du Conseil de l'Europe, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, du Conseil de partenariat euro-atlantique et du Partenariat pour la paix de l'OTAN. Elle n'a pas adhéré à l'OTAN. L'Autriche et la Suisse connaissent également l'obligation générale de servir et le système de milice. Après une présence commune de 18 mois au Kosovo, les deux armées entretiennent d'excellentes relations et une très bonne collaboration. Toutes deux sont rattachées à la brigade allemande située dans le sud du Kosovo. A Suva Reka, la SWISSCOY est attribuée à un

bataillon autrichien pour collaboration.

Journées d'études internationales sur la balistique terminale

Deux journées d'études internationales sur la balistique terminale se sont déroulées à Thoune le mercredi 28 et le jeudi 29 mars 2001. Une centaine de représentants provenant de 50 pays et organisations non gouvernementales ont pris part à ces journées. Les participants ont débattu des aspects médicaux, balistiques, juridiques et militaires liés aux effets produits par différents types de munitions modernes pour armes portatives. Certains projectiles produisent des effets similaires à ceux des fameuses balles «doum-doum», déjà interdites au niveau international depuis plus d'un siècle.

La Suisse a présenté conjointement avec des experts internationaux les résultats des recherches et des tests liés aux effets balistiques de munitions de petits calibres. Sur la base des expériences recueillies en médecine de guerre et des divers tests, accomplis dans des installations de tirs de Thoune, une modernisation de l'interdiction des «doum-doum» s'impose. La Suisse a l'intention de proposer à Genève en décembre 2001, dans le cadre de la prochaine conférence d'examen de la «Convention sur certaines armes classiques» de 1980, un nouveau régime sous la forme d'un Protocole additionnel. Cette initiative suisse s'appuie sur les résultats des tests.